



L'ABÉCÉDAIRE
des **PROPOS**
CONTRADICTOIRES
de **NICOLAS SARKOZY**

Secteur Études/Alain Bergounioux

A FRIQUE

« *Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique. Je m'intéresse à l'Afrique et je la respecte.* » Abécédaire des propositions de Nicolas Sarkozy, 2007.

Revirement complet, le 26 juillet 2007, à l'occasion d'un discours prononcé à l'Université de Dakar devant des étudiants, des enseignants et des personnalités politiques.

« *L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire, argue-t-il. [...] Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. [...] Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès.* » Le conseiller spécial du président, Henri Guaino, qui est l'auteur de ce texte n'a jamais démenti cette pensée.

A GRICULTURE

« *Je soutiendrai l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Elles sont indispensables à notre indépendance alimentaire et désormais énergétique, et sont une force économique de premier plan.* ». Mon Projet/Interview Le Mag Cultures, février 2007).

Concrètement, rien n'est fait ! En août 2009, Bruno Le Maire prévient même les producteurs de fruits et légumes qu'ils devront rembourser des aides européennes. Les mesures de soutien financier se font attendre. Pis, l'UMP a perdu un soutien électoral historique dans ce secteur, lors des dernières élections régionales.

A LIMENTATION

« *Nous allons renforcer la transparence sur les marchés de produits agricoles* » (G20 de Cannes, 2011)

Lors du dernier G20, aucun engagement n'a été pris sur la stabilité des prix des matières premières agricoles, notamment l'interdiction de certains produits spéculatifs, condition pourtant essentielle pour le développement de nombreux pays du sud et la lutte contre la famine. Le G20 « agricole » des 22 et 23 juin 2011 n'avait déjà pas réussi à dessiner la moindre piste concrète pour parvenir aux objectifs fixés sur la transparence des marchés et des stocks, l'augmentation de la production mondiale ou le développement durable. Pire, les ministres de l'agriculture du G20 ont renoncé à la mise en place, pourtant indispensable, de stocks de régulation. Ni la défense de la souveraineté alimentaire, ni la relocalisation des productions agricoles dans le monde, ni la mise en œuvre de régulations publiques du marché, les trois piliers incontournables d'une régulation mondiale agricole efficace, ne sont évoqués dans les accords.

A LLOCATIONS CHÔMAGE

« *Comme souvent en France, en matière de chômage ou en matière de minima sociaux, on indemnise chichement, mais longtemps. Je propose que l'allocation chômage ne puisse pas être inférieure au salaire minimum, mais que nul ne puisse refuser plus de trois offres d'emploi correspondant à ses compétences.* » Le Parisien, 23 mars 2007. Discours de Nantes, 15 mars 2007.

Non seulement les allocations chômage n'ont pas été réévaluées, mais un demandeur d'emploi sur deux n'est pas indemnisé par Pôle emploi. Avec le dispositif de l'offre raisonnable à l'emploi, adopté en 2008, trois offres refusées suffisent désormais pour se voir interdire des allocations chômage pendant deux mois !

A LLOCATIONS FAMILIALES

« *J'aiderai les familles à chacune des étapes de leur existence. En particulier, j'allouerai des allocations familiales dès le premier enfant* », lance Nicolas Sarkozy à son auditoire, lors d'un meeting, à Maisons-Alfort, le 2 février 2007.

Dès 2008, les familles en difficulté en sont pour leurs frais. Exit les bonifications accordées pour les adolescents âgés de 11 ans. Le seuil est repoussé à... 14 ans !

Pis, en déplacement en Seine-Saint-Denis, le 20 avril 2010, le chef de l'État affirme son intention de « *suspendre les allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire injustifié et répétitif d'un élève.* »

A MÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

« *Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification... Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires.* »

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie, 1^{er} décembre 2006. Interview accordée au magazine L'Ordinateur individuel, mars 2007.

La réforme territoriale, annoncée comme une nouvelle preuve du volontarisme sarkozien en rupture avec des décennies de « *lâcheté gouvernementale* » et d'« *immobilisme frileux* », est une coquille vide. Le rapport Balladur était déjà indigeste. La réforme telle que Sarkozy en a exposé les contours est en réalité reportée sine die. Pis, le chef de l'État s'est livré à une véritable coupe sombre dans les services de proximité, et ce sont les territoires ruraux qui en subissent aujourd'hui les conséquences de plein fouet, via la fermeture de bureaux de poste, de maternités ou d'unités de soin.

A NPE

« *L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui.* » Mon Projet, 2007.

Le premier médiateur de Pôle emploi aura tenu un peu plus d'un an avant de claquer la porte et prendre la poudre d'escampette. Et de voguer ainsi vers d'autres horizons, faute de moyens.

A UDIOVISUEL

Le chef de l'État lance l'idée de la suppression de la publicité à la télévision publique, en janvier 2008 : « *En supprimant la publicité, nous voulons donner à notre télévision publique les moyens d'une plus grande liberté* », affirme-t-il.

Changement de ton dans une interview publiée dans Le Point du 18 avril 2007 : « *Je pense qu'une augmentation des ressources publicitaires et des ressources tirées des produits dérivés est possible et qu'elle ne dénature pas le service public audiovisuel.* »

AUTORITÉ

« *Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice, mais je crois aussi à la fermeté.* » (Discours de Maisons-Alfort, 2 février 2007).

Depuis son accession à l'Élysée, les statistiques grimpent année après année. Des violences aux particuliers aux incivilités perpétrées contre les représentants de l'ordre, la situation n'a cessé d'empirer. Sans parler de la disparition de la police de proximité et des coupes drastiques opérées dans les effectifs policiers. Le champion du « tout sécuritaire » a décidément du plomb dans l'aile...

BANLIEUES

Le 25 octobre 2005, Nicolas Sarkozy se rend à Argenteuil, quartier du Val-d'Argent. Il déclare alors sans la moindre hésitation : « *J'irai systématiquement dans les quartiers les plus difficiles et j'y resterai le temps nécessaire.* »

Virage complet, le 21 février 2007, sur RTL :

« *Voudriez-vous que j'y aille pour qu'il y ait des incidents ? Non, je ne veux pas instrumentaliser la banlieue.* »

BOUCLIER FISCAL

« *Pour redonner confiance aux investisseurs (...), il faut d'abord réconcilier la France avec la réussite. Or, au-delà de notre culture collective, nous savons que l'une des difficultés est fiscale. C'est pour cela que j'ai toujours défendu l'idée d'un bouclier fiscal qui limite à un pourcentage donné les prélèvements qui peuvent s'accumuler, une année donnée, sur le revenu d'un même contribuable. Je crois à un bouclier fiscal à 50% intégrant la Contribution sociale généralisée (CSG) et la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Autrement dit, nul ne paiera au fisc plus de la moitié de ce qu'il a gagné.* » Ces phrases figurent à la lettre « B » des propositions fiscales rédigées par Nicolas Sarkozy pendant sa campagne présidentielle de 2007.

Mais le symbole tombe et les exilés, principales cibles de ce dispositif, ne se bousculent pas au portillon. Les investissements étrangers n'ont, pour leur part, pas varié d'un pouce. Rapidement, le bouclier fiscal se mue en bouclier électoral. La suppression du bouclier est décidée en avril 2011, avant d'être votée en juin, au profit d'un relèvement du plafond de l'Impôt sur la fortune (ISF), qui laisse plus d'avantages aux plus riches...

BOUCLIER FISCAL ALLEMAND...

« *Le principe que l'Etat n'a pas le droit de prélever plus de 50 % de l'argent gagné par un contribuable allemand, les Allemands y sont tellement attachés qu'ils l'ont inscrit dans la Constitution... Il ne viendrait à l'idée naturellement d'aucun membre de la CDU de revenir sur cet engagement, mais plus intéressant d'aucun socialiste allemand non plus. J'aimerais que ce que les socialistes allemands ont compris il y a 25 ans... d'autres le comprennent chez nous !* » Mars 2009, déplacement à Saint-Quentin

Seul hic, mais de taille, il n'y a pas de bouclier fiscal dans la législation allemande !

C CAPITALISME

« *Je n'accepte pas, et des milliers d'entrepreneurs avec moi, que le travail salarié et l'esprit d'entreprise soient bafoués par les rémunérations et les privilèges excessifs que s'octroie une toute petite minorité de patrons. Je n'accepte pas qu'au niveau mondial, pour des raisons de pur profit, on joue avec les salariés et avec les usines comme on déplace des pions sur un jeu de société.* » Mon projet. Ensemble, tout devient possible, 2007.

Contre les délocalisations, Sarkozy se montre offensif. Idem sur le tout libéralisme et le capitalisme sauvage, taxés de tous les maux. Oubliés le discours de 2007 et les amis du Fouquet's. Vive l'humanisme et la régulation ! Depuis lors, le chef de l'État promet, année après année, qu'il fera voter une loi sur le partage de la valeur ajoutée. On attend toujours...

C CAPITALISME FINANCIER

« *Au fond, c'est une certaine idée de la mondialisation qui s'achève avec la fin du capitalisme financier, qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir.* » (Toulon, 25 septembre 2008)

« *La fin du capitalisme financier* », il ne suffit pas de l'annoncer, encore faut-il le vouloir ! Quelques mois après cette déclaration, Nicolas Sarkozy volera au secours de ceux qu'il pointe du doigt, en mettant à disposition des banques 40 milliards d'euros... sans aucune contrepartie. Lorsque par la suite, les banques renouent avec des pratiques scandaleuses, en préférant verser des bonus faramineux à leurs traders plutôt que de desserrer l'étoupe de crédit qui pèse sur les PME, Nicolas Sarkozy n'a plus que des mots pour appeler à un « *pacte moral* » et les supplier de « *prendre leurs responsabilités.* »

C ARTE SCOLAIRE

« *Je remplacerai la carte scolaire par une obligation de mixité sociale, géographique et scolaire des effectifs, qui pèsera sur les établissements.* » (Projet éducatif du candidat, 1^{er} décembre 2006)

Dans un rapport publié le 3 novembre 2009, la Cour des comptes évoque un risque de « ghettoïsation » du paysage scolaire. Il y a « *un phénomène de renforcement de la ghettoïsation des établissements difficiles, conséquence de l'assouplissement de la carte scolaire* », indique la Cour. De quoi faire oublier la « *mixité* » dont se prévalait Sarkozy dans son discours de campagne, en 2007.

C CHARGES SOCIALES

« *Je conditionnerai les allègements de charges aux entreprises à la politique salariale de ces mêmes entreprises (...). Je ne donnerai pas les mêmes allègements de charges aux entreprises qui augmentent les salaires et à celles qui ne les augmentent pas...* » À vous de Juger sur France 2, 8 mars 2007.

Rien dans les actes !

C CHARTE DU DIALOGUE SOCIAL

« *Je souhaite que les cinq prochaines années soient celles d'une revitalisation profonde du dialogue social, parce que je suis convaincu que le temps de la démocratie sociale n'est pas un temps perdu... Je souhaite pour cette raison qu'une Charte du dialogue social, inscrite dans une loi organique, prévoit qu'avant toute réforme intervenant en matière de droit du travail, droit syndical, retraites, assurance-chômage, accidents du travail et formation professionnelle, le gouvernement laisse obligatoirement sa chance à la négociation entre les partenaires sociaux.* » Réponse à la CGPME, 2007.

La réforme sur les retraites a démontré le contraire dans la pratique...

C INQUIÈME RISQUE

« *Il s'agit d'associer les partenaires sociaux, mais aussi d'autres acteurs comme les départements. Il s'agit donc d'inventer une nouvelle forme de paritarisme.* » 8 février 2011, lancement du débat sur la dépendance au Conseil économique, social et environnemental.

Encore un abandon ! Le candidat Sarkozy avait promis la création d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale, dédiée au « *cinquième risque* », la perte d'autonomie. Une nouvelle fois, ce dispositif que les associations appelaient de leurs vœux, est passé à la trappe.

C RÉDIT D'IMPÔT, INTÉRÊTS D'EMPRUNT

« *Mon premier projet est de faire de la France un pays de propriétaires parce que la propriété est un élément de stabilité de la République, de la démocratie et de la nation* ». 60^{ème} congrès de la Fédération nationale de l'Immobilier (FNAIM), 11-12 décembre 2006.

Le crédit d'impôt a été mise en œuvre dans le cadre de la loi TEPA de 2007. Dans l'esprit de Sarkozy, il s'agit de favoriser le crédit pour acquérir ou construire son habitation principale. Mais la mesure est un échec, de l'aveu même des membres du gouvernement. En août 2010, elle est abandonnée, au profit d'un prêt à taux zéro, passé depuis aux oubliettes.

C RISE

« *Je suis convaincu que ces mouvements de marché ne sauraient affecter durablement la croissance de notre économie qui est robuste.* » New-York, dans la foulée de sa rencontre avec le président Bush, le 16 août 2007.

La crise systémique et l'affaire des crédits hypothécaires sont passées par là, balayant tout sur leur passage. Pis, la dette de l'État français s'élève désormais à 1 700 milliards d'euros. Ce qui n'empêche nullement les entreprises du CAC 40 d'afficher des bénéfices record !

C ROISSANCE

« *J'irai chercher la croissance avec les dents, je serai le président du pouvoir d'achat !* » Université du MEDEF, 30 août 2007.

Sur le front de la croissance, les déclarations du chef de l'État et de son Premier ministre frisent le ridicule. Les prévisions à l'emporte-pièce attestent du peu de crédibilité d'une politique qui se traduit, dans les faits, par des coupes drastiques. Avec, pour conséquences directes, une hausse de la TVA, de la CSG et de la CRDS, d'une part, et une baisse importante des dépenses publiques marquée par la suppression de tribunaux, la baisse du nombre de fonctionnaires ou bien encore la réduction du budget de l'hôpital public... Plus récemment, l'éclatement de la bulle spéculative des subprimes et l'inflation du cours des matières premières ont plongé le pays dans la récession. Quand austérité se conjugue avec imposture !

D ÉFICITS PUBLICS

« *La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne peuvent accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit.* » Discours Charleville-Mézières 18 décembre 2006.

Pourtant, le ministre du Budget annonçait, le 24 mai 2007, que l'impératif moral allait connaître une halte, en déclarant aux Échos que la France « *peut s'autoriser une pause dans la baisse des déficits et se maintenir au niveau de 2006* ». Le « *prix à payer* » pour le « *choc* » de relance fiscale. Entendre le choc pour les finances publiques mises à mal par les promesses du candidat depuis lors.

D ROITS DE L'HOMME

« *Je veux être le Président d'une France qui se sente solidaire de tous les proscrits, de tous les enfants qui souffrent, de toutes les femmes martyrisées, de tous ceux qui sont menacés de mort par les dictatures et par les fanatismes.* » Discours du Zénith, 18 mars 2007.

Quelques temps après, le chef de l'État accueille en grande pompe le dictateur Kadhafi, à l'Élysée. Un véritable camouflet au pays de la démocratie et des Droits de l'Homme... Cet évènement fera tâche, à n'en pas douter, dans les manuels d'histoire.

D ROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS

Dans son livre, *Libre*, publié en 2005, le chef de l'État déclare sans sourciller : « *Oui, il faut l'envisager* ». Dans un reportage, diffusé la même année dans le 20 heures de France 2 (25 octobre 2005), il estime « *que le débat sur le droit de vote aux seules municipales pour les étrangers présents depuis 10 ans sur le territoire national, respectant nos lois, payant leurs impôts et ayant des papiers, est une question qui doit être ouverte... En ce qui me concerne j'y suis favorable* », poursuit-il.

Changement de cap radical, en novembre 2011, devant un parterre d'élus, invités au Palais de l'Élysée...

« *Une telle proposition me semble hasardeuse (...) parce qu'elle risque de diviser profondément les Français au moment où, plus que jamais, nous avons besoin de les rassembler. Chacun peut avoir ses convictions (...) mais dans la crise que nous avons à affronter il y a une nécessité, qui est celle de rassembler.* » Déclaration du président de la République devant quelque 2 000 maires reçus au Palais de l'Élysée à l'occasion du Congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 24 novembre 2011.

D UMPING

« *« En dérégulant à l'excès, nous avons laissé s'installer les dumpings et les concurrences déloyales. Nous avons laissé s'installer une mondialisation fondée sur la croissance externe où chacun cherchait à se développer en prenant les entreprises, les emplois, les parts de marché des autres (...). » (discours d'ouverture du Forum de Davos, 28 janvier 2010).*

Nicolas Sarkozy dresse un diagnostic que ne renierait personne, mais qu'a-t-il donc fait pour mettre fin aux dumpings qu'il dénonce ? L'Irlande a fondé tout son « *miracle économique* » sur une imposition des entreprises réduite à sa portion congrue, entraînant une délocalisation à l'intérieur même de l'Europe. Lorsqu'il a fallu mettre la main à la poche pour sauver le « *tigre celtique* » de la faillite, Sarkozy était présent, offrant les largesses du contribuable français aux yeux du monde. Seulement rien n'a été obtenu en échange, pour s'assurer que tout cela ne puisse plus jamais recommencer. Pas la moindre petite concession n'a été obtenue de Dublin pour que sa fiscalité s'aligne sur les partenaires qui l'ont sauvé. Les négociations de Sarkozy se soldent par un échec cuisant. Ils mettent en lumière, derrière la façade du dynamisme, toute sa faiblesse à obtenir des résultats dans l'intérêt de ses concitoyens.

E NVIRONNEMENT

« *Je veux que le Grenelle soit l'acte fondateur d'une nouvelle politique, d'un New Deal écologique en France, en Europe et dans le monde (...) C'est bien à une révolution que nous invite ce Grenelle de l'environnement, une révolution dans nos façons de penser, dans nos façons de décider, une révolution dans nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères.* »
Discours de clôture du Grenelle de l'environnement, 25 octobre 2007.

Changement de cap radical, trois après, au prix d'une pirouette dont le chef de l'État a le secret...

« *L'environnement, ça commence à bien faire.* » Salon de l'agriculture, 6 mars 2010.

E UROPE

« *L'Europe doit nous permettre de faire à plusieurs ce que seuls nous faisons moins bien : notamment la politique migratoire et le développement, la politique industrielle et la recherche, le développement durable.* » Mon Projet. Ensemble, tout devient possible, 2007.

On connaît la suite... La présidence française de l'Union n'a pas servi la cause européenne, le président jouant les États contre l'UE. Crise financière, récession, sommet de Copenhague avorté, en décembre 2009, chute du gouvernement grec, chute des notations... Nous sommes décidément loin du vœu exprimé, en 2007, par le chef de l'État.

E XÉCUTION DES PEINES

« *Je veux un Etat qui fasse respecter la loi par tout le monde et qui ne laisse aucun acte de délinquance impuni, aussi minime soit-il... Le caïd qui après chaque délit revient impuni dans sa cité pour y être accueilli en héros est une insulte à la République et une injure à son propre avenir. Cette impunité va le conduire à recommencer et à servir d'exemple aux autres...* » Perpignan, 23 février 2007

Plus dure est la réalité...

« *Dix-huit mois après leur prononcé, 45 % des peines de prison ferme ne sont pas exécutées.* »
Convention UMP consacrée à « Justice : le devoir de confiance » (3 mai 2006).

F RANCEAFRIQUE

« *Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique. Je m'intéresse à l'Afrique et je la respecte.* » (Dakar, 26 juillet 2007).

Nicolas Sarkozy a prononcé l'un des discours les plus humiliants du pays à l'égard de l'Afrique. Son « *homme africain* » n'était « *pas assez entré dans l'histoire.* » Son conseiller spécial, Henri Guaino, en était l'auteur. Sarkozy, pendant et après sa campagne, a aussi consolidé la Françafrique, et ces réseaux occultes qui mélangent pêle-mêle grands intérêts privés et petites compromissions individuelles.

F RONT NATIONAL

Au sujet de la préférence nationale : « *Je mets au défi qui que ce soit de trouver une seule idée que j'ai défendue qui soit conforme à ce que pense M. Le Pen* » (Le Parisien, 20 octobre 2006).

Amnésie ? Voici ce que déclarait ce même Sarkozy sur Europe 1, le 21 juin 1998 :

« *Les mots de préférence nationale, notion frontiste, n'ont aucune raison d'être présentés comme des tabous.* »

F USION GDF-SUEZ

Le 6 Avril 2004, Nicolas Sarkozy déclare, à l'adresse d'un employé d'Edf-Gdf : « *On ne viendra pas à la privatisation, c'est clair, simple et net. Il n'y aura pas de privatisation d'Edf et de Gaz de France.* »

À peine deux mois plus tard, à l'Assemblée, le 15 juin 2004, le même Nicolas Sarkozy :

« *Il est en effet clair qu'EDF et Gaz de France doivent pouvoir lutter à armes égales avec leurs concurrents. Pour cela, nous devons les transformer d'établissements publics en sociétés anonymes.* »

A B C D E F **G** H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

G OLDEN PARACHUTES

« *Si je suis élu président de la République, je ferai voter dès l'été 2007 une loi qui interdira la pratique détestable des golden parachutes.* » Discours Agen, 22 juin 2006, Réunion publique Marseille, 19 avril 2007.

Cette mesure ne fut jamais votée, ni même proposée. Pire, Sarkozy a inventé le golden parachute pour ses ministres qui peuvent désormais récupérer leur mandat de député à leur sortie du gouvernement.

G OUVERNEMENT RESSERRÉ

C'était une promesse de campagne : « *Si je suis élu, mon gouvernement sera limité à 15 ministres pour être plus efficace.* » Conférence de presse du 2 avril 2007.

Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres. À chaque remaniement, le gouvernement a pris du volume... jusqu'à 40 membres auxquels s'ajoutent un nombre particulièrement élevé de collaborateurs : plus de 400 dès 2007 !

A B C D E F G H **I** J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

I DENTITÉ NATIONALE

« *J'aime cette France de toutes les couleurs et de toutes les religions où s'entremêlent tant d'histoires, de souvenirs et de cultures. J'aime cette France de la diversité, des différences et des mélanges.* » Discours du Zénith, 18 mars 2007.

On connaît la suite... Grand ministère régalien créé, en mai 2007, pour et autour de Brice Hortefeux, l'identité nationale se mue en funeste débat. À gauche et au Parti socialiste, on dénonce aussitôt une opération politicienne visant à draguer l'électorat frontiste. L'exercice tourne cependant au camouflet : dérapages verbaux, mises en scènes ridicules, propositions inutiles et excessives... Mais, les intentions sont bien réelles et les prémisses du débat posées, en prévision de la présidentielle de 2012.

I IMMIGRATION

« *S'agissant de l'immigration, je veux aussi que les choses soient claires. Je n'ai jamais été, Christine Ockrent, pour l'immigration zéro.* » France Europe Express, France 3, 18 mars 2007.

En juin 1991, pourtant : « *Il faut déclarer comme objectif le quota zéro de l'immigration. Et cela sans que nous ayons de leçon de racisme à recevoir de personne.* » (Réunion publique, juin 1991. Nicolas Sarkozy est alors député RPR des Hauts-de-Seine).

I INDUSTRIE AUTOMOBILE

« *Qu'on aille créer des usines à l'extérieur, ça me va très bien pour gagner des parts de marché. Mais qu'on aille fabriquer des voitures à l'extérieur pour les ramener en France, ça fait de la pollution par ailleurs, et je ne l'accepte pas. Sinon pourquoi l'Etat a mis 6 milliards d'euros pour aider la filière automobile française à survivre ?* » (Marignane, 4 mars 2010).

Les suppressions de postes à répétition chez Renault, qui a bénéficié de plus de 3 milliards d'euros de prêts en 2009, et dont l'Etat est un des principaux actionnaires, pose la question de la responsabilité du gouvernement. Que sont devenues les contreparties aux aides publiques octroyées, en termes d'emplois et de production sur le territoire français ? En 2010, la part des voitures fabriquées par Renault en France est passée sous la barre des 20 %. Les deux tiers de ses voitures immatriculées en France proviennent d'usines étrangères. Renault et PSA ont produit en France à peine plus de voitures l'an dernier qu'en... 1965 ! Il est temps que le Gouvernement prenne ses responsabilités et exige, en contrepartie des aides accordées et de la participation de l'Etat au capital du groupe, la pérennité des sites, par le maintien de la production des véhicules haut de gamme en France et en Europe et l'engagement à maintenir l'effort de recherche et à le réorienter massivement vers la fabrication des voitures propres - qui sont l'avenir de la filière -, conçues et produites sur des sites industriels français ou européens.

I INSÉCURITÉ

La lutte contre l'insécurité est l'ADN du chef de l'État. C'est à Grenoble, le 30 juillet 2010, peu après un fait divers où un policier a été blessé, que Sarkozy lance sa déclaration de « *guerre contre les trafiquants, contre les voyous.* » L'ancien ministre de l'intérieur qui, depuis 2002, ne manque pas une occasion de vanter son bilan dans la lutte contre l'insécurité, énumère ses solutions : « *Engager une importante réforme pour améliorer la lutte contre l'immigration irrégulière* », « *mettre un terme aux implantations sauvages de campements de Roms* » et démanteler les camps existants.

Le bilan est particulièrement mitigé. Les violences aux personnes ne cessent de progresser, tandis que la police subit jour après jour les conséquences (néfastes) de la politique du chiffre. RGPP oblige, les effectifs des forces de l'ordre ont été revus à la baisse. Quant aux faits violents et délictueux, ils n'ont cessé d'augmenter, au fil du temps. **Comble d'ironie** : après avoir vilipendé et démantelé la police de proximité, le chef de l'État a demandé, en janvier 2008, à Michèle Alliot-Marie de créer des « *Unités territoriales de quartier* ». On se pince pour y croire.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

J JUSTICE

« *Je veux dire [aux magistrats] que je serai toujours à leurs côtés pour défendre l'indépendance de la justice et l'accroissement de ses moyens.* » Propos du 8 juin 2006 rapportés par Le Monde, 23 septembre 2006.

Le 21 septembre 2006, le même Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'était livré à une attaque en règle contre la justice de Seine-Saint-Denis, parlant même de « *démision* » face aux délinquants, après la publication d'une lettre du préfet s'alarmant de la recrudescence de la délinquance (AFP, 21 septembre 2006).

L AÏCITÉ

« *La laïcité c'est la séparation de l'Église et de l'État, cette séparation doit être absolue* », souligne le chef de l'État, le 30 novembre 2006, sur le plateau d'À vous de juger (France 2)

Changement de discours radical, à la Basilique Saint-Jean-de-Latran, Rome, le 20 décembre 2007. En devenant officiellement chanoine de la basilique Saint-Jean-de-Latran, titre réservé aux Présidents français, Nicolas Sarkozy insiste sur les racines « *essentiellement chrétiennes de la France* »...

« *Comme Benoît XVI, je considère qu'une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires, qui imprègne si profondément notre manière de vivre et de penser. Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, c'est dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire.* »

Rappelons encore, pour mémoire, que le 19 septembre 2005, devant l'Académie des sciences morales et politiques, il déclare sans sourciller que « *la loi de 1905 peut supporter un toilettage.* »

L OGEMENT

« *Enfin, je souhaite mettre en place, concrètement, le droit au logement opposable. Une personne qui travaille doit pouvoir se loger autrement que dans sa voiture ou dans un camping.* » Promesse de campagne, 2007.

Rarement, sans doute, la France n'a traversé une telle crise en matière d'habitat. Avec, pour conséquence dramatique, la mise au ban d'un nombre de plus en plus élevés de nos concitoyens qui se retrouvent dans l'incapacité d'accéder à un logement. La faute à qui ? À Sarkozy et ses troupes qui n'ont pas su donner au monde HLM les moyens de répondre à l'urgence. Multipliant les mauvais choix, ils ont préféré favoriser la défiscalisation locative et la spéculation, plutôt que d'aider les bailleurs sociaux à construire davantage ou les familles à entrer dans un parcours d'accession sociale sécurisée ! Pas plus qu'ils n'ont réagi à la hausse du coût du foncier qui empêche de nombreuses constructions à voir le jour. Le tout, au détriment des populations les plus pauvres...

O TAN

« *Nous devons veiller avec nos partenaires européens à ce que l'OTAN n'évolue pas, comme sembleraient le souhaiter les Etats-Unis, vers une organisation mondiale effectuant des missions aux confins de l'humanitaire, du militaire et des activités de police internationale. L'OTAN n'a pas vocation à se substituer à l'ONU. Elle doit conserver un ancrage géopolitique clair en Europe et une vision strictement militaire.* » Convention UMP sur la Défense du 7 mars 2007.

Ces positions inquiètent Alain Juppé :

« *Il y a des évolutions qui m'inquiètent. On nous a dit : « OK, on va revenir dans l'OTAN si l'Europe renforce sa capacité de défense ». Ce qui m'inquiète, c'est que le si a disparu.* » 18 juin 2008.

P ARADIS FISCAUX

« *Les paradis fiscaux, c'est fini !* » (G20 de Londres de 2009).

« *Nous ne voulons plus de paradis fiscaux. Le message est très clair (...) Les pays qui demeurent des paradis fiscaux avec la dissimulation financière seront mis au ban de la communauté internationale.* » (G20 de Cannes de 2011)

Un classique du sarkozysme : les engagements sans lendemain. Les paradis fiscaux devaient disparaître en 2009. Quelques obscures tractations et deux ans plus tard, voici qu'ils réapparaissent (s'ils ont jamais disparus). Il y a une cinquantaine de paradis fiscaux qui ne sont ni transparents ni coopératifs dans le monde, et la moitié d'entre eux se trouvent en Europe : Monaco, Andorre, le Liechtenstein, Jersey, Guernesey, San Marin... La Suisse refuse d'échanger des informations avec la France, mais l'accepte cependant lorsque l'administration américaine monte au créneau, en menaçant : elle a en effet révélé l'identité de plus de 50 000 clients au fisc américain. Preuve qu'en la matière, on peut faire beaucoup, beaucoup mieux que des simples effets d'affichage.

P AUVRETÉ

« *S'agissant des personnes pauvres, je mettrai en place la réforme proposée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France : la création d'un Revenu de solidarité active, au profit de ceux qui reprennent un emploi.* » La Croix, 13 mars 2007.

Grande - et unique - mesure sociale de la mandature, le RSA a été mis en œuvre en juillet 2009, avec deux ans de retard. Cette année là, les bénéficiaires s'élevaient à 1,1 million, dont plus de 500 000 pointaient jusqu'alors au RMI. La pauvreté n'a pas reculé pour autant. Le dernier rapport de l'INSEE sur les inégalités de revenus, publié en mars dernier, note que la part de grande pauvreté est encore à la hausse. Avec Sarkozy, les règles sont claires : s'attaquer aux plus démunis, continuer de creuser les inégalités, en épargnant es plus aisés !

P OLICE DE PROXIMITÉ

« *La police de proximité mise en œuvre par M. Jospin a abouti à ce que, pour la première fois dans l'histoire de France, on a dépassé les 4 millions de crimes et délits. Avec nous la délinquance a baissé de 9,5 %. J'ai changé de stratégie, ce n'est pas pour y revenir.* » Interview au Journal du Dimanche, 11 mars 2007.

En janvier 2008, Nicolas Sarkozy doit ravalier son chapeau, après la création, par Michèle Alliot-Marie, des « *unités territoriales de quartier* », véritables doublons de la police de proximité.

P OUVOIR D'ACHAT

« *Le pouvoir d'achat est une question centrale.* » Mon Projet, 2007

Changement de ton, l'année suivante, lors de la présentation des vœux de l'Élysée...

« *Le pouvoir d'achat, je m'en suis occupé avec les heures supplémentaires. Pour le reste, voyez avec la Loi de modernisation de l'économie, les prix dans la grande distribution (...). Qu'est-ce que vous voulez, que je vide des caisses qui sont déjà vides ?* » Conférence de presse, Élysée, 8 janvier 2008.

P RISOONS

« *La prison est une autre zone d'ombre de notre République. Je ne veux pas parler de honte parce que ce terme ne rend pas compte du travail remarquable de l'administration pénitentiaire. Beaucoup d'améliorations ne doivent pas moins être apportées à notre régime carcéral.* » Tribune « *Une démocratie irréprochable* », Le Monde, 9 mars 2007.

Inutile de s'étendre sur le sujet : la rénovation des prisons et des conditions de détention est l'un des pires échecs de la mandature. En témoigne le nombre particulièrement élevé de suicides, cette année encore, et la surpopulation carcérale qui pose clairement problème. Les rapports se suivent et rien ne change !

R ÉCIDIVE

« *Le problème des multirécidivistes, je le réglerai à l'été 2007.* » TF1, avril 2007. Rebelote à Grenoble, le 30 juillet 2010, où le chef de l'État poursuit sur le registre sécuritaire... « *Imaginez que nous avons 19 000 délinquants en France qui sont plus de 50 fois mis en cause dans nos fichiers. Est-ce que l'on va continuer à les amener de tribunaux à tribunaux ?* »

Un an et demi après, l'idée de condamner « *automatiquement* » un délinquant au-delà de la fin de sa peine n'est pas passée, en raison du principe de l'individualisation de la peine. Priorité affichée de Sarkozy, la lutte contre l'insécurité est un échec. Faute de moyens, 80 000 peines sont en attente !

R ÉFORME DES RETRAITES

« *Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer* », affirme-t-il, le 22 janvier 2007, dans le journal Le Monde. Le 27 mai 2008, le nouveau chef de l'État concède sur RTL ne pas avoir de mandat pour repousser l'âge légal de départ à la retraite... « *Je dis que je ne le ferai pas, pour différentes raisons, et la première c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. Et ça compte, vous savez, pour moi.* » Et d'ajouter : « *Je n'ai pas parlé des 63 ans et demi, donc je ne le ferai pas.* »

Mais voilà, les promesses n'engagent que ceux qui les entendent et la réforme des retraites est adoptée le 27 octobre 2010, au prix d'une volte-face spectaculaire.

« *La crise est passée par là* », justifie le chef de l'État. « *Vous savez, quand on pense à ce qu'a fait François Mitterrand en ramenant l'âge légal du départ à la retraite de 65 à 60 ans ! On aurait beaucoup moins de problèmes s'il s'était abstenu* », lâche-t-il devant les militants UMP de l'Oise, lors d'une réunion à huis clos (Beauvais, 25 mai 2010).

R ÉFORME TERRITORIALE

La réforme visant la création de conseillers territoriaux, à compter de 2014, « *va réduire de moitié le nombre des élus locaux dans les régions et départements. De 6 000, nous allons passer à 3 000 [...]. Cette réduction n'est ni un objectif en soi, ni un slogan d'estrade. [...] Si la réforme des collectivités territoriales permet une meilleure organisation à moindre coût, ce n'est pas non plus une infamie.* » Saint-Dizier, le 20 avril 2009.

Après un redécoupage électoral concocté par l'UMP, cette réforme sert clairement de prétexte au chef de l'État pour déshabiller les pouvoirs locaux, majoritairement tenus par la gauche. La plupart des grandes villes, 60 % des départements et 20 des 22 régions métropolitaines sont dirigés par le PS et ses alliés. L'objectif de cette manœuvre politicienne est donc très clairement de permettre à la droite de redorer son blason en emportant les élections locales. Stratégie peu payante, pour l'heure...

R ÉGULATION

« *Nous ne réconcilierons pas les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, des correctifs.* » (discours d'ouverture du Forum de Davos, 28 janvier 2010).

Où est la régulation tant vantée ? Sarkozy renvoie la balle à l'Union européenne ou aux institutions internationales, mais lui ne fait rien. Les Allemands ont pris les devants, dès 2010, en interdisant les ventes à découvert - acheter ou vendre des titres lorsqu'on ne les détient pas -, qui ne servent qu'à la spéculation. La France de Sarkozy attendra que l'Autorité des marchés financiers décide en urgence, pour répondre à la rechute de la crise en août 2011, d'interdire ces produits, pendant seulement 15 jours.

S ANS-ABRI

« *Je veux, si je suis élu président de la République que plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid, parce que le droit à l'hébergement est une obligation humaine.* » Charleville-Mézières, 18 décembre 2006.

Depuis lors, les plus démunis affluent dans les Restos du Cœur. Lors de la campagne hivernale 2010-2011, ils étaient 350 à avoir bénéficié de ce précieux recours. Un chiffre record qui sera dépassé cette année, à en croire les statistiques. Cette hausse dramatique du nombre de bénéficiaires ne va pas sans inquiéter les responsables de cette association après les mesures prises par l'Union européenne de réduire de manière drastique, la subvention auprès de la banque alimentaire.

Et que dire de la récente démission de Xavier Emmanuelli du Samu social qui est un nouveau signal de la gravité dans laquelle se trouve le secteur de l'hébergement d'urgence. Preuve de l'incapacité gouvernementale à faire face à la montée de la précarité. De récentes coupes budgétaires ont d'ailleurs contraint le Samu social à fermer 5 000 places, alors qu'il en manque plus de 13 000 sur le seul territoire francilien ! Partout en France, on ne compte plus les centres qui, faute de moyens, sont contraints de fermer leurs portes. Conséquence directe du désengagement de l'État qui fait peser une charge lourde sur les collectivités locales, en mal de crédits.

S ANTÉ

« *Je ne pense pas qu'il y ait matière à beaucoup d'économies dans la santé. Compte tenu de l'allongement de la durée de la vie, du progrès médical et de l'aspiration bien naturelle de nos concitoyens à vivre en bonne santé, l'investissement dans la santé sera forcément majeur.* » Le Monde, 22 janvier 2007.

C'est peu dire que la santé est le grand renoncement du gouvernement. Quatre ans après ce discours pavé de bonnes intentions, les consultations sont à la hausse et les médicaments moins bien remboursés pour économiser 650 millions d'euros par an sur le dos des patients, au mépris de toute prévention. Et que dire du déremboursement de quelque 200 médicaments supplémentaires et de l'augmentation de 5 % du tarif des mutuelles cette année. Et que dire des déserts médicaux qui ne cessent de s'étendre. En témoigne, notamment, la suppression des pénalités en direction des généralistes s'installant en zones surdotées et refusant d'intervenir dans les zones manquant de médecins.

T AXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

« *Je suis persuadé qu'elle est techniquement possible, financièrement indispensable et moralement incontournable.* » (à propos de la taxe sur les transactions financières, G20 de Cannes)

Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à piller directement cette idée-phare aux socialistes et altermondialistes qui la défendent depuis plus de quinze ans. « *Taxer les profits exorbitants de la finance pour lutter contre la pauvreté* », avait-il déjà dit dans son discours d'ouverture du Forum de Davos, 28 janvier 2010. L'occasion était unique de faire avancer le dossier au sommet de Cannes, présidé par la France. On attendait a minima la création d'un groupe de pays pionniers... Mais encore une fois, la montagne accouche d'une souris, avec un communiqué final parfaitement creux : « *Nous reconnaissons les initiatives de certains de nos pays pour taxer le secteur financier avec plusieurs objectifs, y compris une taxe sur les transactions financières, pour financer notamment le développement* ». Nicolas Sarkozy est pourtant loin de prêcher dans le désert : la France, l'Espagne, la Finlande, la Belgique et l'Allemagne se sont déjà prononcées favorablement. On compte également le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le Parlement européen, ou encore Adair Turner, président de l'autorité britannique des services financiers (FSA) ! Il serait temps d'avancer, enfin.

T RENTE-CINQ HEURES

À Toulon, le 1^{er} décembre 2011, Nicolas Sarkozy administre un nouveau coup de canif aux 35 heures et à la retraite à 60 ans, qui selon lui, « *sont des fautes graves dont nous payons lourdement les conséquences et qu'il nous faut aujourd'hui réparer* ».

Une fois encore, le chef de l'État joue sur la dramatisation et la peur face aux périls qu'il a lui-même contribué à créer. Difficile d'évoquer une « *sortie de crise par le travail et l'effort* » quand on a dépensé comme lui 4,5 milliards d'euros pour défiscaliser les heures supplémentaires de... 275 000 personnes !, comme le rappelle judicieusement Elisabeth Guigou. On est d'ailleurs en droit de se demander, dès lors que les 35 heures sont portées responsables de tous les maux, pourquoi il ne les a pas supprimées. Son propos frise même l'indécence lorsqu'on sait que le pays compte près d'un million de chômeurs supplémentaires depuis 2007, pour 4,5 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi et 6 millions de précaires !